



PRÉSENTATION DE LA CONSULTATION CONDUITE PAR L'ABE SUR LES NOUVELLES RÈGLES EUROPÉENNES RELATIVES À LA LCB-FT

WEBINAIRE, 9 AVRIL 2025

**DIRECTION DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES
CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME**



Introduction

Jean-Christophe CABOTTE
Adjoint au Directeur de la DLCB-FT



1. Contexte général

2. Présentation des quatre projets de RTS en cours de consultation publique

1. AMLD, Article 40(2) : évaluation du profil de risque de BC-FT des établissements financiers supervisés
2. AMLAR, art.12(7) : méthodologie de sélection des établissements financiers à des fins de supervision directe
3. AMLR, art.28(1) : connaissance clientèle
4. AMLD6, art.53(10) : sanctions

3. Temps de questions – réponses





1. Contexte général

2. Présentation des quatre projets de RTS en cours de consultation publique

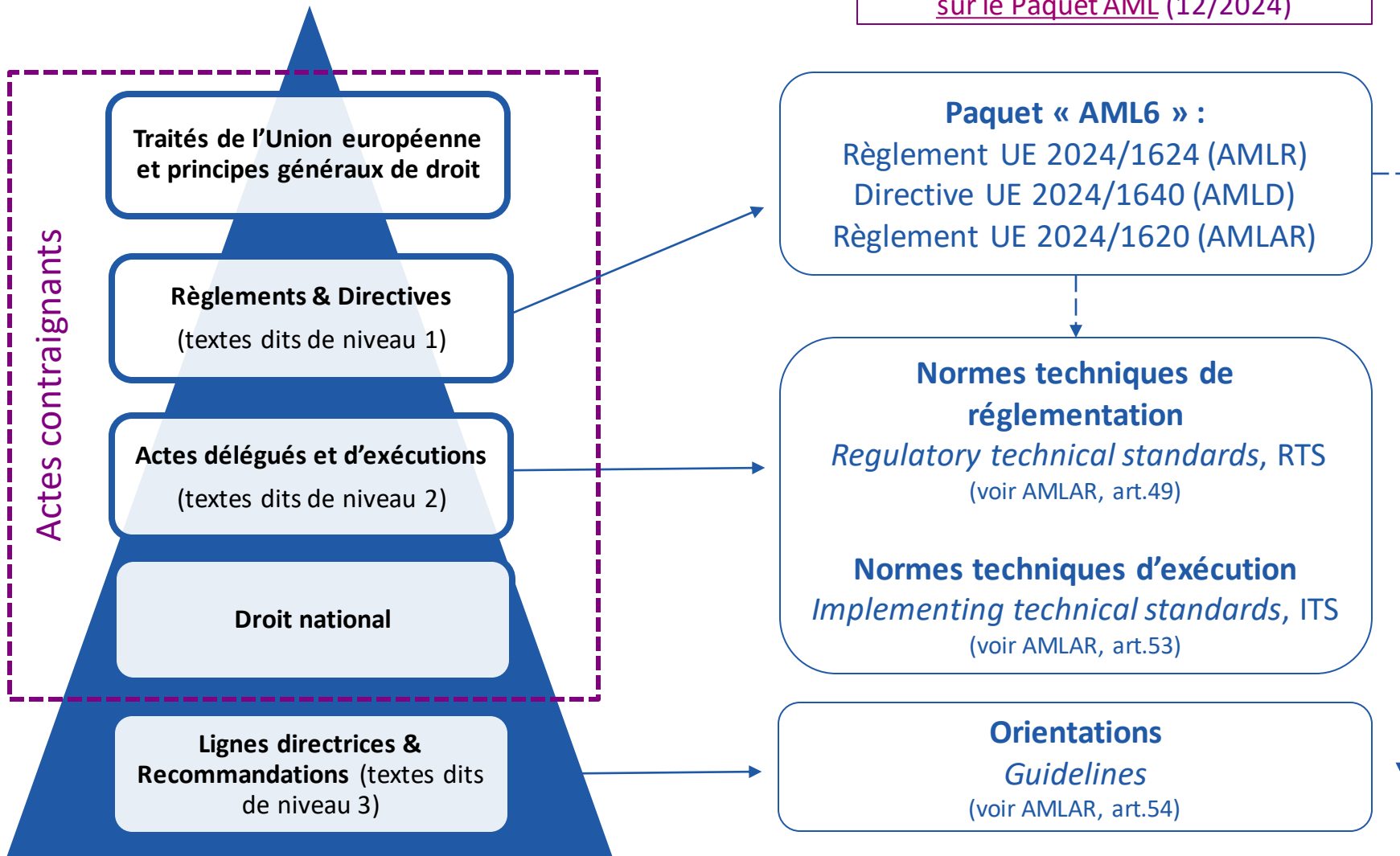
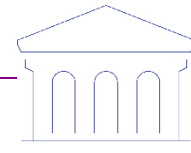
1. AMLD, Article 40(2) : évaluation du profil de risque de BC-FT des établissements financiers supervisés
2. AMLAR, art.12(7) : méthodologie de sélection des établissements financiers à des fins de supervision directe
3. AMLR, art.28(1) : connaissance clientèle
4. AMLD6, art.53(10) : sanctions

3. Temps de questions – réponses



CONTEXTE GÉNÉRAL

À consulter :
Publication de l'ACPR
sur le Paquet AML (12/2024)



CONTEXTE GÉNÉRAL

Processus de rédaction des normes et orientations prévues par le Paquet AML6 :



- Propose les projets de RTS et d'ITS à la Commission européenne qui les adopte
- Émet directement les orientations
- Participation possible des autorités compétentes nationales au processus de rédaction pour apporter leur expertise

Période transitoire lors de la première année d'exercice de l'AMLA : la Commission européenne a formulé une demande d'avis à l'Autorité bancaire européenne (ABE) pour la rédaction des premiers projets de RTS considérés comme prioritaires (Call for Advice du 13/03/2024).

Processus de la consultation publique :

- **Objectif** : recueillir l'avis de toute personne intéressée sur les projets de normes et orientations ;
- **Publication des projets de normes et orientations accompagnés de questions ouvertes** (papier de consultation, *consultation paper*) ;
- **Consultation ouverte à tous à l'échelle de l'Union européenne** : établissements supervisés, associations professionnelles, universitaires, etc. ;
- Sur une **période de temps limitée** (entre 2 et 3 mois) ;
- **Auditions publiques** qui peuvent être organisées.



CONTEXTE GÉNÉRAL

Consultation actuellement ouverte :

***Call for Advice* de la Commission européenne auprès de l'ABE sur quatre projets de normes techniques réglementaires (RTS)**

(cf. présentations de chaque RTS aux pages suivantes)

Audition publique : 10/03/2025 (présentation à ce [lien](#))

Clôture de la consultation : 06/06/2025

Réponse de l'ABE à la Commission européenne : 31/10/2025



Lien de la consultation : [Document de consultation](#) (en anglais uniquement)



1. Contexte général

2. Présentation des quatre projets de normes techniques de réglementation (RTS) en cours de consultation publique

1. AMLD6, Article 40(2) : évaluation du profil de risque de BC-FT des établissements financiers supervisés
2. AMLAR, art.12(7) : méthodologie de sélection des établissements financiers à des fins de supervision directe
3. AMLR, art.28(1) : connaissance clientèle
4. AMLD6, art.53(10) : sanctions

3. Temps de questions – réponses



PRÉAMBULE À LA PRÉSENTATION DES QUATRE PROJETS DE NORMES TECHNIQUES DE RÉGLEMENTATION

L'ensemble des éléments présentés repose sur les projets publics de normes techniques de réglementation à date de ce webinaire (09/04/2025).

Seules les versions finales, qui auront pu faire l'objet de modifications par rapport à leur version de consultation, approuvées par la Commission européenne feront foi.



1. Contexte général
2. Présentation des quatre projets de normes techniques de réglementation (RTS) en cours de consultation publique
 1. **AMLD6, Article 40(2) : évaluation du profil de risque de BC-FT des établissements financiers supervisés**
 2. AMLAR, art.12(7) : méthodologie de sélection des établissements financiers à des fins de supervision directe
 3. AMLR, art.28(1) : connaissance clientèle
 4. AMLD6, art.53(10) : sanctions
3. Temps de questions – réponses



AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

Une évaluation basée sur une **méthodologie européenne commune** et reposant sur une **collecte harmonisée des données pour tous les établissements** :

4 catégories de données collectées et évaluées :

- Clients
- Produits et services
- Géographie
- Canaux de distribution

Low (1)
Medium (2)
Substantial (3)
High (4)

Évaluation des contrôles en deux temps :

- Collecte de données sur 4 catégories (gouvernance, évaluation des risques, procédures, approche groupe) ;
- Ajustement au regard des conclusions des activités de supervision ou de rapports d'audit.

Low (1)
Medium (2)
Substantial (3)
High (4)

Résultat de la contribution du dispositif de contrôle LCB-FT à la réduction du risque inhérent

Évaluation du
risque inhérent

Évaluation de la
qualité des
contrôles

Évaluation du
risque résiduel

Very good quality (A)
Good quality (B)
Moderate quality (C)
Poor quality (D)



AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

Principales évolutions attendues pour les établissements français :

- **Collecte de données harmonisée pour tous les établissements au sein de l'UE :**
 - **Risque inhérent** : pour la partie produits et services, collecte de données +/- importante au regard de l'activité exercée par l'établissement ;
 - **Contrôles : données attendues pour tous les établissements**, sans distinction d'activité ;
 - **Conséquence : collecte de données à prévoir plus importante qu'actuellement** (notamment pour les populations concernées par les versions allégées du QLB).
- **Données (voir annexe du document de la consultation publique)**
 - Certaines données sont proches des données collectées actuellement dans le QLB ;
 - Données totalement nouvelles : cas notamment de la ventilation des données par pays (notamment pour le risque géographique) ou pour certains produits et services ;
 - **Note interprétative** qui accompagnera la version définitive du RTS pour que tous les établissements au sein de l'UE aient la même compréhension des données demandées.
- **Fréquence de collecte :**
 - **Collecte annuelle ou triennale**, selon une approche par les risques ;
 - **Remise triennale pour les établissements répondant aux critères visés par le RTS :**
 - Établissements ayant moins de 5 ETP ;
 - Ou exerçant uniquement les activités suivantes : intermédiaires d'assurance, de crédit, certaines activités d'assurances vie, certaines activités d'investissement, certaines activités de prêts (crédit-bail par ex.) ;
 - Filiales d'organismes collectifs de placement établis dans un autre État membre ;
 - Établissement évalué en risque faible une première fois.

Point d'attention : cette collecte de données vise seulement la cotation automatique du risque et n'est pas exclusive de la collecte d'autres données par les autorités nationales compétentes à des fins de supervision.



1. Contexte général
2. Présentation des quatre projets de normes techniques de réglementation (RTS) en cours de consultation publique
 1. AMLD6, Article 40(2) : évaluation du profil de risque de BC-FT des établissements financiers supervisés
 2. **AMLR, art.12(7) : méthodologie de sélection des établissements financiers à des fins de supervision directe**
 3. AMLR, art.28(1) : connaissance clientèle
 4. AMLD6, art.53(10) : sanctions
3. Temps de questions – réponses



AMLAR, ART.12(7) : MÉTHODOLOGIE DE SÉLECTION DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS À DES FINS DE SUPERVISION DIRECTE



AMLA
ANTI-MONEY LAUNDERING AUTHORITY

AMLAR, art.12 et 13



Supervision directe de 40 établissements ou groupes qui répondent aux deux critères suivants* :

- Profil de risque élevé et
- Présence dans au moins 6 États membres, y compris l'État membre d'origine, au travers d'établissements ou par libre prestation de service (LPS)

Point d'attention : les redevances annuelles de surveillance perçues par l'AMLA seront dues par tous les établissements présents dans au moins 6 états membres (AMLAR, art. 77)

Ce que prévoit le projet de RTS soumis à la consultation publique

Un alignement de la méthodologie avec celle de l'évaluation du profil de risque de BC-FT des établissements financiers (prévue par AMLD, art.40(2)) ajusté.

Une précision s'agissant de **l'évaluation du profil de risque des groupes**. L'objectif est de retenir une approche proportionnelle en termes de taille et de risque pour chaque établissement au sein du groupe.

La détermination des **critères d'activités minimales** que doit exercer un établissement en **libre prestation de service** (LPS) pour être considéré comme opérant dans un État membre autre que celui où il est établi.

Deux critères alternatifs proposés :

- **Nombre de clients résidents dans l'État membre > 20 000 ;**
- **Valeur des transactions entrantes et sortantes générées par les clients de cet État membre > 50 000 000 euros**

*: AMLAR prévoit également des règles si plus de 40 établissements ou groupes répondent à ces critères au sein de l'UE afin de les départager.



1. Contexte général
2. Présentation des quatre projets de normes techniques de réglementation (RTS) en cours de consultation publique
 1. AMLD6, Article 40(2) : évaluation du profil de risque de BC-FT des établissements financiers supervisés
 2. AMLAR, art.12(7) : méthodologie de sélection des établissements financiers à des fins de supervision directe
 - 3. AMLR, art.28(1) : connaissance clientèle**
 4. AMLD6, art.53(10) : sanctions
3. Temps de questions – réponses





AMLR, ART.28(1) : CONNAISSANCE DE LA CLIENTÈLE

PRÉAMBULE ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Le projet de RTS relatif à la connaissance de la clientèle porte sur un l'ensemble des informations nécessaires à l'exercice de la vigilance à l'égard de la clientèle.

La présentation porte sur quelques évolutions et ne saurait couvrir l'ensemble des points abordés dans le projet. **Les établissements sont invités à consulter le projet de RTS afin d'avoir connaissance de l'ensemble des évolutions envisagées.**

Entrée en vigueur :

L'article 22(2) du RTS prévoit que :

« Les entités assujetties doivent prendre les mesures nécessaires pour s'assurer qu'elles disposent en permanence de données actualisées sur l'identité de leurs clients et qu'elles mettent à jour les informations qu'elles détiennent sur les clients intégrés avant l'entrée en vigueur du présent règlement, [et] dans un délai de cinq ans après la date d'entrée en vigueur de celui-ci. »

Ainsi, à compter du 10 juillet 2027 il sera attendu que les établissements assujettis :

- **Appliquent immédiatement les mesures de connaissance clientèle pour toute nouvelle entrée en relation ;**
- **Actualisent l'ensemble du stock préexistant de clients dans un délai maximum de 5 ans à compter de cette date.**



AMLR, ART.28(1) : CONNAISSANCE DE LA CLIENTÈLE

IDENTIFICATION DU CLIENT (AMLR, ART.22(1))

Réglementation française actuelle :
CMF, art.L.561-5, R.561-5 à R.561-6
Arrêté du 2 septembre 2009

	Informations à collecter selon AMLR, art.22(1)	Précisions apportées par le projet de RTS
Personnes physiques	Tous les noms et prénoms	Figurant sur le document d'identité
	Le lieu et la date complète de naissance	Ville et pays de naissance
	Les nationalités	Recueil de toute information nécessaire pour s'assurer de la connaissance de <u>l'ensemble des nationalités détenues</u> par le client
	Le lieu de résidence habituelle	Pays, code postal, ville, nom de la rue (+ numéro de bâtiment ou d'appartement si disponible)
Personnes physiques, en vigilance simplifiée		<i>Tous les noms et prénoms Le lieu et la date complète de naissance Les nationalités</i>
Personnes morales	La forme juridique	
	La dénomination sociale	Ainsi que le nom commercial si différent
	L'adresse du siège statutaire ou officiel et si elle diffère, du lieu principal de l'activité ainsi que le pays de création	
	Les noms des représentants légaux	
	Le n° d'enregistrement, d'identification fiscale et l'identifiant	
	Le nom des personnes détenant des parts ou occupant un poste de direction sous la forme d'un mandataire	
Personnes morales, en vigilance simplifiée		<i>La forme juridique La dénomination sociale ainsi que le nom commercial L'adresse du siège statutaire/officiel Les numéros d'immatriculation, d'identification fiscale ou identifiant d'entité juridique</i>

AMLR, ART.28(1) : CONNAISSANCE DE LA CLIENTÈLE

VÉRIFICATION DE L'IDENTITÉ DU CLIENT (AMLR, ART.22(6))

Réglementation française actuelle :
CMF, art.R.561-5-1 et R.561-5-2

Le projet actuel de RTS prévoit les **deux situations de vérification d'identité** suivantes :

En face à face (AMLR, art. 22(6)(a)) :



- ✓ Présentation de l'**original d'un document d'identité** (ou équivalent), ou d'une copie certifiée conforme :

➤ **« Équivalent »** : Document officiel contenant noms, prénoms, date et lieu de naissance, photo, période de validité, numéro de document, signature du porteur, zone de lecture optique et mesures de sécurité ;

→ En cas d'impossibilité, pour motif légitime, de fournir un document obéissant à ces critères : document officiel contenant noms, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité et photo.

Ou

- ✓ **Moyen d'identification électronique** conforme au niveau de garantie soit substantiel soit élevé fixé par l'article 8 du règlement (UE) n° 910/2014 (« eIDAS »).

À distance (AMLR, art. 22(6)(a)) :



- ✓ **Moyen d'identification électronique conforme** au niveau de garantie soit substantiel soit élevé fixé par l'article 8 du règlement (UE) n° 910/2014 (« eIDAS »).

Exception :

« Lorsqu'une telle solution n'est pas disponible, ou lorsqu'il ne peut raisonnablement pas être attendu qu'elle le soit » : ➔ collecte un document d'identité (ou équivalent) à travers une solution d'entrée en relation d'affaires à distance obéissant à certaines caractéristiques énumérées dans le RTS (issues des EBA Remote Onboarding Guidelines actuelles).



AMLR, ART.28(1) : CONNAISSANCE DE LA CLIENTÈLE

VÉRIFICATION D'IDENTITÉ : BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS & CAS PARTICULIER

- Vérification de l'identité du bénéficiaire effectif (AMLR, art. 22(7)) :

Réglementation française actuelle :
CMF, art.R.561-7

OU ▪ Mêmes modalités que la vérification de l'identité du client ;

- Mesures raisonnables pour obtenir les informations, documents et données nécessaires auprès du client ou d'autres sources fiables, y compris des registres publics autres que les registres centraux (voir annexe pour les précisions des notions soulignées).

Vigilance simplifiée : Une source pour l'identification + une autre source (sauf a.) pour la vérification :

- a. **informations enregistrées dans le registre central** ou dans le registre des entreprises ;
- b. **déclaration ou explication fournie par le client**, y compris sa confirmation que les données sont adéquates, exactes et à jour, aux fins de la vérification de l'identité du bénéficiaire effectif ou des dirigeants principaux ;
- c. **toute source d'information fiable** et publiquement accessible, y compris la recherche sur Internet.

+ Précisions sur les modalités d'identification des **bénéficiaires de trusts/constructions juridiques discrétionnaires ou désignés par des caractéristiques ou une catégorie particulière** (art. 22(4) et 22(5) AMLR).

- Identification et vérification dans le cadre de l'utilisation d'IBAN Virtuels (AMLR, art. 22(3))

- Obligation pour l'établissement de crédit/financier qui met à disposition un IBAN virtuel dont il n'est pas l'émetteur, de mettre les informations d'identification et de vérification de l'identité de l'utilisateur final à la disposition de l'émetteur de l'IBAN virtuel en question.



AMLR, ART.28(1) : CONNAISSANCE DE LA CLIENTÈLE

STRUCTURE DE PROPRIÉTÉ ET DE CONTRÔLE DU CLIENT (AMLR, ART. 20(1)(B))

- Compréhension de la structure de propriété et de contrôle du client (AMLR, art. 20(1)(b)) :
 - Dans les cas où la structure de propriété d'un client comprend plusieurs personnes morales ou constructions juridiques, devront être collectés :
 - **Liste de toutes les personnes morales/constructions juridiques interposées entre le client et ses bénéficiaires effectifs ;**
 - **Informations sur chacune de ces dernières** : forme sociale, existence d'associés mandataires, juridiction d'enregistrement, la part de capital et de droits de votes détenue par chacune et sous quelle forme, et le cas échéant l'exercice d'un contrôle ;
 - Le cas échéant, **informations sur le marché réglementé sur lequel les titres sont admis à la négociation.**
 - Définition des structures complexes :
 - La structure de propriété et de contrôle est complexe **lorsque deux couches ou plus existent entre le client et le bénéficiaire effectif** + l'une des **conditions suivantes** est remplie :
 - Une construction juridique existe à l'un des niveaux ;
 - Le client et toute entité juridique présente à l'un de ces niveaux sont enregistrés dans des juridictions différentes ;
 - Des actionnaires et/ou administrateurs mandataires sont impliqués dans la structure ;
 - Il existe des indications d'une détention non transparente sans justification économique légitime.
- ➔ *En présence d'une structure complexe, les établissements assujettis devront recueillir un organigramme de la structure en complément des éléments ci-dessus.*



1. Contexte général
2. Présentation des quatre projets de normes techniques de réglementation (RTS) en cours de consultation publique
 1. AMLD6, Article 40(2) : évaluation du profil de risque de BC-FT des établissements financiers supervisés
 2. AMLAR, art.12(7) : méthodologie de sélection des établissements financiers à des fins de supervision directe
 3. AMLR, art.28(1) : connaissance clientèle
 4. **AMLD6, art.53(10) : sanctions**
3. Temps de questions – réponses



AMLD6, ART.53(10) : SANCTIONS

Contexte

- Objectif d'AMLD6 : harmonisation
- Rappel d'AMLD6 :
 - Sanctions pécuniaires pour les infractions graves, répétées ou systématiques
 - Mesures administratives en combinaison des sanctions pécuniaires ou en cas de faiblesses ou atténuation des risques insuffisante
- Principal apport : possibilité d'assortir toutes les mesures administratives d'astreintes
- RTS et orientations sur les montants de base pour l'imposition des sanctions pécuniaires

Mandat du RTS

- Indicateurs permettant de classer le niveau de gravité des infractions
- Critères à prendre en considération pour fixer le niveau des sanctions pécuniaires ou appliquer des mesures administratives
- Méthodologie pour l'imposition des astreintes

Principaux apports du RTS

- Proposition de classification des infractions en fonction de leur niveau de gravité -> compréhension commune de ce qu'est une infraction grave, répétée ou systématique
- Attention particulière aux personnes physiques qui ne sont pas des personnes assujetties (*senior management*)
- 3 mesures administratives visées plus précisément
- Grande flexibilité laissée au superviseur pour prendre en compte les spécificités liées à chaque situation



1. Contexte général

2. Présentation des quatre projets de RTS en cours de consultation publique

1. AMLD, Article 40(2) : évaluation du profil de risque de BC-FT des établissements financiers supervisés
2. AMLAR, art.12(7) : méthodologie de sélection des établissements financiers à des fins de supervision directe
3. AMLR, art.28(1) : connaissance clientèle
4. AMLD6, art.53(10) : sanctions

3. Temps de questions – réponses



Questions - Réponses





Conclusion

Jean-Christophe CABOTTE
Adjoint au Directeur de la DLCB-FT

CE QU'IL FAUT RETENIR

Les RTS, ITS et Orientations concernent généralement **l'ensemble des établissements supervisés en matière de LCB-FT**, sauf précision spécifique dans les textes.

Les RTS et ITS ont une valeur contraignantes et sont applicables dans l'ensemble de l'UE, sans transposition en droit national. Les Orientations relèvent du droit souple et n'ont pas de valeur contraignante.

Les consultations publiques devraient être suivies par les associations professionnelles et les établissements concernés: c'est le moment de proposer des améliorations aux projets de textes, **de préférence avec les homologues européens.**

L'ACPR contribue à ces textes au titre de son expertise sur ces sujets LCB-FT, conjointement à ses homologues européens. Elle informe les établissements et associations professionnelles au travers de sa commission consultative LCBFT.



ANNEXES

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – RISQUE INHÉRENT

Category	Sub-Category	Data points
Customers		Number of customers
		Number of PEPs related business relationships (including family members and close associates)
		Number of PEPs related business relationships (including family members and close associates) by country
		Number of customers with at least one transaction in the previous year
		Number of new customers in the previous year
		Number of NPOs with cross border transactions to/from non-EEA countries
		Number of NPOs
		Number of legal entities
		Number of natural persons
		Number of legal entities with complex structure
		Number of customers with high risk activities
		Number of legal entities with at least 1 UBOs located in non-EEA countries (residence)
		Number of customers with foreign residency by country (natural persons)
		Number of customers registered abroad by country (legal entities)
		Number of customers with cross border transactions involving non-EEA countries
		Number of walk-in customers
		Number of occasional transactions carried by walk in customers
		Number of customers with requests from FIU whose matter or nature of the request is linked with AML/CFT
Products Services and Transactions	Payment Accounts	Number of payment accounts
		Total Value (EUR) of incoming transactions in the previous year
		Number of incoming transactions in the previous year
		Total Value (EUR) of outgoing transactions in the previous year
	Virtual IBANs	Number of outgoing transactions in the previous year
		Total Number of master accounts with linked vIBANS
		Number of transactions on Virtual IBANs (incoming) in the previous year
		Total Value (EUR) of transactions on Virtual IBANs (incoming) in the previous year

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – RISQUE INHÉRENT

		Number of transactions on Virtual IBANs (outgoing) in the previous year Total Value (EUR) of transactions on Virtual IBANs (outgoing) in the previous year Total Number of re-issued IBANs Total Number of re-issued IBANs where the end-user is not a customer of the obliged entity
	Prepaid Cards	Total Number of Prepaid Cards issued during the previous year Total Value (EUR) of the issued prepaid cards during the previous year Total Value (EUR) outstanding on prepaid cards issued during the previous year Total number of customers using prepaid cards Total number of customers using prepaid cards with more than 3 prepaid cards
	Lending	Total Number and Value (EUR) of outstanding loans Total Number and Value (EUR) of loans granted during the previous year Total Number and Value (EUR) of outstanding asset backed loans with cash collateral Total Number and Value (EUR) of loan repayments during the previous year Total Number and Value (EUR) of prematurely repaid loans during the previous year Total Number and Value (EUR) of loan repayments from non-EEA countries during the previous year Total Number and Value (EUR) of consumer loans granted during the previous year that are not associated to the acquisition of any product/service
	Factoring	Total Number of factoring contracts granted in the previous year Total Value (EUR) of factoring contracts granted during the previous year Total Value (EUR) of factoring contracts granted to obligors established in non-EEA countries during the previous year

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – RISQUE INHÉRENT

	Life insurance contracts	Total amount of gross written premiums in the previous year (incoming) Total of amount (EUR) of surrender value of the insurance contracts at the end of the previous year % of all gross written premium (amount) paid directly to the life insurance broker in the previous year % of contracts (amount) that are not used for low risk contracts
	Currency Exchange (involving cash)	Number of currency exchange transactions carried out during the previous year (sell) Number of currency exchange transactions carried out during the previous year (buy) Number of currency exchange transactions carried out during the previous year, where the transaction is above 1000 euros (sell) Number of currency exchange transactions carried out during the previous year, where the transaction is above 1000 euros (buy) Total Value (EUR) of currency exchange transactions carried out during the previous year (sell) Total Value (EUR) of currency exchange transactions carried out during the previous year (buy) Value (EUR) of currency exchange transactions cash-to-cash carried out during the previous year
	Custody of crypto assets	Number of customers owning crypto-assets Total amount (EUR) hosted on the custodian wallets
	Invest. Services and Activities - reception and transmission of orders	Number of retail clients Number of professional clients % of amounts of orders transmitted involving unlisted financial instruments, other than financial instruments issued by the obliged entity or its group Number of AML/CFT regulated customers outside the EEA
	Invest. Services and Activities - custody account keeping	Number of retail clients Number of professional clients % of assets under custody for which the obliged entity does not have a direct business relationship with the final investor Number of AML/CFT regulated customers outside the EEA

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – RISQUE INHÉRENT

	Invest. Services and Activities - Portfolio management	Number of retail clients Number of professional clients Total assets under management Number of customers for which customer holding total assets with a value of at least EUR 5 000 000
	Money Remittance	Total Number of money remittance payments in the previous year (incoming) Total Number of money remittance payments in the previous year (outgoing) Total Value (EUR) of remittance payments in the previous year (incoming) Total Value (EUR) of remittance payments in the previous year (outgoing) Total Number of money remittance transactions above 1000 euro in the previous year (incoming) Total Number of money remittance transactions above 1000 euro in the previous year (outgoing)
	Wealth Management	Total Number of customers (NP) with total assets under management over a value of at least EUR 5,000,000 Total Number of customers (NP) that fall under the definition of private banking (RFGLs) Total Number of customers (NP) with total assets over a value of at least EUR 50,000,000
	Correspondent services	Total Value (EUR) of transactions executed on behalf of the respondent client in the previous year (incoming) Total Value (EUR) of transactions executed on behalf of the respondent client in the previous year (outgoing) Total Value (EUR) of transactions going through payable through accounts in the previous year (incoming) Total Value (EUR) of transactions going through payable through accounts in the previous year (outgoing) Total Value (EUR) of transactions going through nested accounts in the previous year (incoming) Total Value (EUR) of transactions going through nested accounts in the previous year (outgoing)

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – RISQUE INHÉRENT

	Trade finance	Total Number of trade finance customers Total Number of trade finance transactions in the previous year (incoming) Total Number of trade finance transactions in the previous year (outgoing) Total Value (EUR) of trade finance transactions in the previous year (incoming) Total Value (EUR) of trade finance transactions in the previous year (outgoing)
	E-Money	Number of e-money transactions in the previous year (incoming) Number of e-money transactions in the previous year (outgoing) Total Value (EUR) of e-money transactions in the previous year (incoming) Total Value (EUR) of e-money transactions in the previous year (outgoing) Total Number of e-money transactions by non-identified customers in the previous year Value (EUR) of e-money transactions by non-identified customers in the previous year
	TCSP services	Total Number of legal entity customers using TCSP services in the previous year
	Exchange crypto-fiat	Total amount (EUR) crypto-fiat in the previous year Total number of transactions crypto-fiat in the previous year Number of customers using this type of service in the previous year Total number of transactions crypto-fiat to unhosted wallets in the previous year Total number of transactions crypto-fiat from unhosted wallets in the previous year
	Exchange fiat-crypto	Total amount (EUR) fiat-crypto in the previous year Total number of transactions fiat-crypto in the previous year Number of customers using this type of service in the previous year Total number of transactions fiat-crypto to unhosted wallets in the previous year Total number of transactions fiat-crypto from unhosted wallets in the previous year

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – RISQUE INHÉRENT

	Exchange crypto-crypto	Total amount (EUR) crypto-crypto in the previous year Number of customers using this type of service in the previous year Total number of transactions crypto-crypto to unhosted wallets in the previous year Total number of transactions crypto-crypto from unhosted wallets in the previous year
	Transfer crypto-assets	Total amount (EUR) that customers transferred in the previous year Number of customers using this type of service in the previous year Total number of transactions to unhosted wallets in the previous year Total number of transactions from unhosted wallets in the previous year
	Management of UCITS	Number of retail investor customers Number of professional investor customers Total assets under management Total assets under management in unlisted financial instruments
	Management of AIFs	Number of open-ended funds Number of closed-ended funds Total assets under management Total assets under management in unlisted financial instruments Assets other than financial instruments as defined in section C of annex 1 of MIFID
	Safe Custody Services	Total Number of customers using safe deposit boxes
	Crowdfunding	Total Value (EUR) of funding projects in the previous year Total Number of projects being funded in the previous year Total Number of donors from high-risk countries Total Number of projects where the owner is from a high-risk country Total Number of projects funded for philanthropic purposes in the previous year

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – RISQUE INHÉRENT

	Cash Transactions	Number of cash transactions in the previous year (withdrawals) Number of cash transactions in the previous year (deposits) Total Value (EUR) of cash transactions in the previous year (withdrawals) Total Value (EUR) of cash transactions in the previous year (deposits) Total Number of natural persons totalling cash transactions over 20 000 EUR during the previous year
Geographies		Number of incoming transactions in the previous year by country Total value (EUR) of incoming transactions in the previous year by country Number of outgoing transactions in the previous year by country Total value (EUR) of outgoing transactions in the previous year by country Total value (EUR) of entity's investment undertakings (CIUs) by country Number of investors by country (for AMCs) Total value of investments (EUR) by country (for AMCs) Total value (EUR) of all assets by country (for IFs and AMCs) Number of institutions established in foreign countries to whom you provide correspondent services (by country) Total value of incoming funds moved on behalf of the respondent's clients by country of respondent's establishment Total value of outgoing funds moved on behalf of the respondent's clients by country of respondent's establishment Number of branches by country Number of subsidiaries by country Country where the entities owner is located (parent company)

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – RISQUE INHÉRENT

Distribution channels		Number of new customers onboarded remotely in the previous year Number of new customers onboarded in the previous year by third parties Number of new customers onboarded in the previous year by third parties not directly subject to AML/CFT supervision
		Number of agents by country Number of distributors by country Total value of gross written premiums through insurance contracts issued through brokers, broken down by country the brokers are established Number of white labelling partners by country of establishment

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – CONTRÔLES

Category	Sub-Category	Data Points
AML/CFT governance structures	1A: Role and responsibilities of the management body	Date(s) when the last version of the following policies and procedures approved by the management: a) Initial Customer Due Diligence b) Ongoing Customer Due Diligence c) Transaction monitoring d) Suspicious transactions reporting e) Ongoing monitoring of business relationships f) Financial Sanctions screening
	1B: Internal controls and reporting systems	Date when the reports on the following AML/CFT aspects have been submitted to the senior management in the last calendar year: a) the areas where the operation of AML/CFT controls should be implemented or improved and suggested improvements; b) compliance monitoring actions and a plan of activities of AML/CFT compliance officer; c) a progress report of any significant remedial programmes; d) adequacy of the human and technical resources in the AML/CFT compliance function; e) the main findings of the business-wide ML/TF risk assessment; f) changes in the methodology for assessing customer risk profiles; g) the classification of customers by risk category; h) statistical data on unusual and suspicious transactions; i) AML/CFT related findings of internal and external audits; j) AML/CFT training activities and plan.
		Number of deficiencies pending at the end of the calendar year? Of which: a) number of deficiencies with high criticality b) number of deficiencies for which remediation is exceeding the initial timeline by more than 6 months c) number of critical deficiencies for which remediation is exceeding the initial timeline by more than 6 months
	1C: Outsourcing and reliance on third parties	Tasks outsourced by the obliged entity (in total or in part) to service providers: CDD Training Transaction Monitoring Suspicious Transaction Reports Sanctions Screening PEP detection Compliance Monitoring Checks
		% of outsourced AML/CFT tasks that are covered by a written agreement governing the outsourced relationship
		Existence of AML/CFT tasks outsourced to an external service provider located in high risk third country (excluding outsourcing to other entities of the group located in high risk third countries)
		% of outsourced AML/CFT tasks for which a written agreement is in place among the tasks outsourced to an external service provider located in high risk third country.
		Existence of AML/CFT tasks outsourced to an external service provider located in high risk third country that is part of the group (Y/N)
		A written agreement is in place for all outsourced tasks to an external service provider located in high risk third country that is part of the group (Y/N)
	1D: AML/CFT Compliance Function and Resources	Number of dedicated AML/CFT compliance staff (in FTE) Number of Compliance Officers appointed over the last 5 years or since the entity's authorisation, if the authorisation was granted less than 5 years ago

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – CONTRÔLES

	1E. AML/CFT training (employees, officers, agents and distributors)	% of staff who have received AML training during the last calendar year: a) AML Specialist b) non-AML/CFT specialist staff (customer facing staff, executive directors) c) agents and distributors
		Average number of hours of AML training in the last calendar year attended by (per person): a) AML specialist staff b) non-AML specialist staff (including management, 1st line of defence) c) Board members / non-executive directors
		% of staff or trainees for whom at least one training was validated by a test
	1F: AML/CFT risk culture	N/A (No automated score)
	1G: Internal audit function / external expert	Dates when the AML/CFT obligations/ controls were last assessed by an internal audit or external expert: a. Business-wide risk assessment b. determination of ML/TF risk profile of customers in a business relationship c. AML/CFT-related awareness-raising and staff training measures d. Identification and identity verification procedures e. Policies and procedures for monitoring and analysing business relationships, including transaction monitoring f. Policies and procedures for suspicious transaction reporting g. Record keeping policies and procedures h. Resources dedicated to AML/CFT i. Organisation of the AML/CFT system, governance and reporting to management bodies.
Risk assessment	2A. Business Wide Risk Assessment	Exemption applies from having in place the BWRA in accordance with Article 10(3) AMLR
		Date when the obliged entity assessed the need to update the BWRA for the last time
		Senior management approved the last version of the BWRA (Y/N)
		Frequency at which the obliged entity assesses the need to review the BWRA
	2B. Customer ML/TF risk assessment and classification (CRA)	Date when the obliged entity assessed the need to update the CRA for the last time
		Number of customers per ML/TF risk category (low risk, medium-low risk, medium-high risk, high-risk)

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – CONTRÔLES

AML/CFT Policies and procedures	3A: Customer Due Diligence	Number of customers that are legal entities /trusts whose beneficial owners have not been identified
		Number of high-risk customers that are legal entities
		Number of high-risk customers that are legal entities /trusts whose beneficial ownership has been identified, but the identity of whom has not been verified
		Number of customers without identification and verification documentation/ information
		Number of customers with incomplete identification and verification documentation/ information
		Number of high-risk customers with missing or incomplete CDD data or information
		Number of customers without ML/TF risk profile (excluding customers with whom the obliged entity does not have a business relationship)
		Number of customers for whom no information on the purpose and intended nature of the business relationship has been obtained (excluding customers with whom the obliged entity does not have a business relationship)
		Number of customers for whom no information has been obtained on the nature of the customers' business, or of their employment or occupation (excluding customers with whom the obliged entity does not have a business relationship)
		Number of customers (excluding natural persons) for whom beneficial ownership identification details are entered in the institution's database
		Number of customers, who are natural persons, for whom all identification details (name/ dob, nationality, tax number) are entered in the institution's database
	3B: Ongoing monitoring of business relationships	Number of customers for whom updates of customer information were due in the last calendar year, in accordance with the obliged entity's policies and procedures
		Number of customers for whom customer information was reviewed and updated in the last calendar year

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – CONTRÔLES

	3C: Transaction Monitoring	The obliged entity has a transaction monitoring system in place (Y/N)
		The transaction monitoring system is: a) Not automated; or b) At least partly automated
		If manual system: the annual number of transactions exceeds the number of transactions that the obliged entity can manually process (Y/N)
		If manual system: Average time in days to analyse the transaction since the moment it occurred
		If automated system: The system can generate alerts in case of inconsistencies between CDD information relating to the customer and the following elements: a) Number of transactions b) Value of aggregated transactions c) value of single transactions d) counterparties e) countries
		If automated system: Number of alerts not analysed at the end of the calendar year
		If automated system: Average time to analyse an alert in the last calendar year (number of days between issuance of the alert and closing of the alert)
		If automated system: Ratio between number of alerts and number of STRs
	3D: Suspicious Activity Reporting	Average number of days between the date of identification of potential suspicious transactions (prior to the analysis of the transaction) and the date when the transaction is reported to the FIU (after the analysis of the transaction) during the last calendar year
		Number of STRs submitted to the FIU before the completion of the transaction during the last calendar year
		Total number of STRs submitted to the FIU during the last calendar year
	3E: Targeted Financial Sanctions	Average number of hours between the publication of the TFS by the authorities and the implementation of these changes in the institution's screening tools
		Maximum number of hours between the publication of the TFS by the authorities and the implementation of these changes in the institution's screening tools
	3F: Compliance with Fund Transfers Regulation	Number of outbound transfers for which requests were received from a counterparty in the transfer chain for information that is missing, incomplete or provided using inadmissible characters in the last calendar year
		Total number of outbound transfers in the last calendar year
		% of outbound transfers rejected or returned by the counterparty in the transfer chain due to information that is missing, incomplete or provided using inadmissible characters in the last calendar year
		Number of repeatedly failing counterparties flagged to the supervisor in the last calendar year
		Total number of counterparties of outbound and inbound transfers in the last calendar year
	3G: Recod keeping	N/A (No automated score)

AMLD6, ARTICLE 40(2) : ÉVALUATION DU PROFIL DE RISQUE DE BC-FT DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS SUPERVISÉS

PROJET DE DONNÉES À COLLECTER (ANNEXE DU RTS) – CONTRÔLES

Group oversight	4A: AML/CFT governance structures e.g. oversight by the parent of group activities, reporting by the group to the parent entity, group's internal AML/CFT control system	N/A (No automated score)
	4B: Group-wide ML/TF risk assessment	N/A (No automated score)
	4C: Group policies and procedures, including sharing of information within the group (Art 73(3) AMLR)	N/A (No automated score)
	4D: Group-wide AML/CFT function	% of group entities that provided reports to the Group AML compliance on the following areas in the last calendar year: a) CDD b) ongoing monitoring c) STRs d) identity and transaction level information on high risk customers e) deficiencies
		% of jurisdictions in which the group is established covered by reviews (including access to customer and transaction level data) performed by the group AML/CFT compliance function in the last three calendar years. (applies only to groups that have been existing for more than 3 years)
		Number of group entities for which deficiencies were identified by competent AML/CFT supervisors in the last calendar year - EU/EEA entities - Non-EU/EEA



AMLR, ART.28(1) : CONNAISSANCE DE LA CLIENTÈLE

VÉRIFICATION D'IDENTITÉ : BÉNÉFICIAIRES EFFECTIFS & CAS PARTICULIER

- Précisions s'agissant des mesures raisonnables et sources fiables pour la vérification de l'identité du bénéficiaire effectif (AMLR, art. 22(7)) :
 - « Mesures raisonnables » : Consultation de registres publics (hors registre central des BE) / autres sources (factures, informations provenant d'établissements de crédit ou d'institutions financières justifiant de la vérification d'identité, document provenant de la personne morale ou de la construction juridique en question)
 - « Sources fiables » : Les entités assujetties doivent prendre des mesures adaptées selon une approche par les risques pour :
 - évaluer la crédibilité de la source, y compris sa réputation, son statut officiel et son indépendance ;
 - établir dans quelle mesure les informations sont à jour, la précision de la source, que les données sont cohérentes avec d'autres sources ou dans le temps + la facilité avec laquelle les informations ou données d'identité fournies peuvent être falsifiées.

AMLR, ART.28(1) : CONNAISSANCE DE LA CLIENTÈLE

*OBJET ET NATURE ENVISAGÉE DE LA RELATION D'AFFAIRES/TRANSACTION À TITRE OCCASIONNEL
(AMLR, ART. 20(1) ET 25)*

Réglementation française actuelle :
CMF, art.L.561-5-1 et R.561-12

Selon une approche par les risques, les entités assujetties devront prendre des mesures afin de déterminer :

Identification de l'objet et de la nature :

- Pourquoi le client a choisi les produits et services de l'entité assujettie ;
- Comment le client prévoit d'utiliser les produits ou services fournis, y compris le volume de fonds transitant par le compte et leur origine ;
- Si le client entretient d'autres relations d'affaires avec l'entité assujettie ou son groupe élargi, et dans quelle mesure cela influence la compréhension qu'a l'entité obligée du client et de l'origine des fonds ;
- Lorsque le risque de BC/FT est plus élevé, **déterminer l'origine du patrimoine.**

Vigilance simplifiée :

Mesures adaptées afin de comprendre :

- pourquoi le client a choisi les produits et services ;
- origine des fonds utilisés dans la relation d'affaires ou la transaction occasionnelle ;
- manière dont le client prévoit d'utiliser les produits ou services fournis (y compris, le cas échéant, les montants estimés transitant par le compte).

Compréhension de l'objet et de la nature :

- **Objectif et justification économique** : raisons pour lesquelles le client a choisi les produits ou services ; valeur et avantages attendus ; raison pour laquelle la transaction sera effectuée.
- **Montant estimé des activités envisagées** : montant estimé des fonds à déposer ; nombre, taille, volume et fréquence anticipées des transactions entrantes et sortantes susceptibles d'être exécutées ; catégorie des fonds concernés par ces transactions.
- **Origine des fonds** : activité ayant généré ces fonds et moyens par lesquels les fonds ont été transférés.
- **Destination des fonds** : types de bénéficiaires prévus, juridiction où les transactions doivent être reçues et les intermédiaires utilisés.
- **Activité commerciale ou profession du client** : secteur d'activité du client ; s'il s'agit d'une entité réglementée ou obligée ; présence géographique ; sources de revenus ; statut professionnel (employé, sans emploi, travailleur indépendant ou retraité).

AMLR, ART.28(1) : CONNAISSANCE DE LA CLIENTÈLE

VIGILANCE RENFORCÉE (AMLR, ART.34)

Réglementation française actuelle :
CMF, art. L.561-10-1 et L.561-10-2

- L'approche générale du projet de RTS est de préciser dans quel but des mesures de vigilance renforcées doivent être prises, sans fournir de précisions sur la nature de ces mesures.
- Toutefois, concernant **l'origine des fonds et du patrimoine du client ou du bénéficiaire effectif**, le projet de RTS précise que les informations complémentaires recueillies devront comprendre au moins l'un des éléments suivants :

- a. Concernant la preuve de revenu : déclarations fiscales ou copies originales ou certifiées de bulletins de salaire récents, ou attestations d'emploi précisant au minimum le salaire, signées par l'employeur, ou autres déclarations officielles de revenus ;
- b. Copies certifiées de comptes audités, documents d'investissement ou contrats de prêt ;
- c. En cas de propriété immobilière, actes notariés ou extraits du registre foncier ou du registre des résidents ;
- d. En cas d'actifs provenant d'un héritage, documentation officielle publique ; pour les dons ou règlements juridiques, documents fournis par des professionnels indépendants certifiés ou une autorité publique ;
- e. Original ou copie certifiée d'un testament authentique ;
- f. Original ou copie certifiée d'un contrat de vente ou confirmation écrite de la vente ;
- g. Toute autre documentation authentifiable provenant de sources indépendantes et fiables, apportant un haut niveau d'assurance que la source des fonds et la source de la richesse du client et des bénéficiaires effectifs ne proviennent pas d'une activité criminelle et sont cohérentes avec la connaissance qu'a l'entité assujettie du client et de la nature de la relation d'affaires.